

Présidentielle : prenez la parole avec #MoiCandidat

À l'occasion de l'élection présidentielle, *Ouest-France* vous propose de partager vos idées et de les soumettre aux votes des autres internautes dans un espace d'expression citoyenne dédié.



Environnement, pouvoir d'achat, santé, sécurité, égalité femme-homme, emploi... Vous n'êtes pas candidat(e) à l'élection présidentielle, vous n'avez pas de programme, mais vous avez peut-être des choses à dire ! De bonnes idées dans les domaines qui vous sont chers et l'envie de les partager. C'est ce que vous permet notre espace #MoiCandidat #MoiCandidat, accessible sur notre site Internet.

Toutes ces solutions visant à améliorer notre quotidien composeront un programme citoyen, très concret, dont les propositions les plus soutenues par les autres internautes seront développées dans notre journal et sur notre site Internet. Elles nous permettront également d'interpeller les candidats au plus près de vos préoccupations.

Alors n'hésitez pas ! #MoiCandidat #MoiCandidat c'est votre espace, un lieu d'expression citoyenne où chacune de vos contributions sera accueillie dans un esprit bienveillant et constructif.

Émissions de CO₂, nucléaire...

On le mesure déjà dans notre espace, l'environnement est un sujet qui vous préoccupe. Du côté de la réduction des émissions de CO₂, Patricia plaide pour un effort accru des populations les plus aisées. Il s'en explique : « On sait que la

moyenne des émissions de CO₂, en France est de 11 tonnes par personne et par an. Pour être neutre en 2050, nous devons passer à 2 tonnes par an et par personne. Mais les plus pauvres tournent autour de 4 à 5 tonnes. Les plus aisés dépassent les 30 tonnes. Aussi, un effort particulier doit être demandé et imposé aux 20 % les plus aisés. »

Michel propose, lui, de « réintroduire la vignette pour les propriétaires de SUV, camping-car et bateaux à moteur. Et d'instaurer un quota loisir pour les voyageurs en avion vers les pays étrangers (par exemple droit à X voyages dans sa vie), je supprimerai les emballages plastiques dans la grande distribution et les prospectus de publicité papier... »

Côté nucléaire, Franck souhaite « le relancer ». C'est selon lui « notre seul espoir pour amortir le choc climatique et assurer notre indépendance énergétique ».

CAC 40 et sans domicile fixe



Michel aimerait que les produits boursiers soient davantage taxés : « Il faut que les actions en Bourse participent aux charges sociales (Sécu,



Avec son espace #MoiCandidat(e), « Ouest-France » vous propose de partager vos idées pour prendre part à la campagne présidentielle.

retraites, etc.) ».

Une de nos lectrices, qui souhaite rester anonyme, pousse pour « une vraie politique en faveur des artisans trop taxés », tout en instaurant « des systèmes de garanties pour lutter contre ceux qui abusent du système et/ou de leurs clients ».

« Aider plus les PME », voilà ce qu'aimerait Thierry. « La fiscalité et les charges sociales devraient être proportionnelles à la taille des entreprises. »

Symboliquement, William voudrait que tout le monde paie des impôts. Même « les plus bas revenus pourraient contribuer, à hauteur de 5 € par an et par habitant ».

Vélo et train ont la cote



Photo: David Adams, Ouest-France

La question des transports vous intéresse tout autant. Regrettant que « la circulation dans les principales grandes villes soit orientée autour du véhicule à moteur, au détriment des piétons et des vélos », Sandrine invite à « repenser l'espace et favoriser - sans punir les autres - les déplacements écologiques ».

Elle privilégie « le bonus plutôt que la taxe ».

Richard est sur le même braquet et voudrait « imposer à chaque réfection de routes, à circulation de plus de 2 000 véhicules/jours hors agglomération, des voies cyclables sécurisées les longant ».

Toujours côté mobilité, le train semble avoir la cote. Thierry prône « un grand plan d'investissement pour favoriser le transport ferroviaire ». Comme plusieurs d'entre vous, Cathy milite pour une « gratuité des transports en commun, assortie de la densification des réseaux de cars en province ».

Bien manger et bénévolat

Sur #MoiCandidat #MoiCandidat, les idées fusent. Thierry rêve d'« une grande loi de transition alimentaire vers une agriculture paysanne et écologique » avec « plafonnement des marges de la grande

distribution ». Maxime souhaiterait un salaire étudiant, il s'en explique : « Bien trop d'étudiants sont obligés d'exercer un petit boulot afin de subvenir à leurs besoins et poursuivre leur apprentissage. »

Dans un tout autre registre, Sébastien, s'il devait être élu, s'entourerait de « moins de ministres » et interdirait le cumul des mandats. Un moyen de garder « plus d'argent pour la France et les Français(es) ». Philippe en appelle tout simplement à l'« exemplarité et la moralité des politiques ».

Noursidine voudrait, lui, le « rétablissement de la bourse au mérite à 1 800 € », passée à 900 € en mai 2015. Il délire sur notre plateforme un long argumentaire en ce sens.

À creuser l'idée d'Isabelle ? Pour « soutenir le bénévolat », elle propose de « donner des points pour la retraite aux bénévoles actifs d'associations sportives ou culturelles qui encadrent les jeunes ».

À vos idées citoyens !

Alors si comme Sandrine, Thierry, Isabelle ou Noursidine, vous avez aussi envie de participer au débat, n'hésitez pas. Vous l'avez compris, il est possible de développer des idées ayant trait aux politiques générales, mais aussi celles qui touchent au plus près de nos quotidiens. Et si vous êtes en panne d'idées, vous pouvez toujours voter pour celles qui vous plaisent le plus ou, à l'inverse, dire votre opposition à certaines autres.

Pour cela, c'est très simple, il suffit de vous rendre sur notre page #MoiCandidat #MoiCandidat (ouest-france.fr/espace-debat/consultation/presidentielle-moi-candidat) de notre site Internet afin de soumettre votre proposition. Alors à vos idées citoyens !

François GRÉGOIRE.

Réflexion

Mettre la lutte contre la pauvreté au cœur du débat

« Durant la crise sanitaire, les pouvoirs publics ont évité l'explosion mais en réalité, cette pauvreté s'enracine dans le pays », s'inquiète Pascal Brice.

Pascal Brice,
président de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS).



« Et si, à quatre mois de l'élection présidentielle, on parlait de la pauvreté, des moyens de sortir de cette réalité que vivent encore plus de 10 millions de personnes en France et qui inquiète 51 % des Français et même 69 % des jeunes ?

C'est la vocation du congrès de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS - qui regroupe plus de 800 associations de lutte contre l'exclusion partout dans notre pays) ces 6 et 7 janvier, avec une allocution du président de la République, des interventions des acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'audition des candidat(e)s à l'élection présidentielle (accessibles gratuitement en direct sur federationsolidarite.org).

« La pauvreté s'enracine chez les jeunes, les femmes seules... »

Car si le gouvernement est parvenu à éviter une explosion de la pauvreté malgré la crise sanitaire, nos associations constatent que la pauvreté est toujours là. Elle s'enracine chez les jeunes, les femmes seules, les chômeurs de longue durée, les retraités, dans les quartiers et les campagnes.

La reprise économique n'y suffira pas. Alors que des centaines de milliers d'emplois ne sont pas pourvus dans les entreprises et que s'ouvre la perspective du plein-emploi, comment faire pour qu'elle s'accompagne

de la disparition de la pauvreté et des diverses formes de précarité, y compris au travail ? Voilà la question que nous entendons poser aux pouvoirs publics, aux candidat(e)s à l'élection présidentielle et à travers eux au pays qui ne peut pas passer à côté de ces réalités qui la minent par un effet de vertige, au-delà des atteintes à la dignité de personnes exclues.

Forts de l'action de nos associations, si mobilisées comme beaucoup depuis près de deux ans, nous portons aussi au débat des solutions. Elles relèvent de mesures d'urgence, d'un investissement social durable et d'un changement de méthode. Elles passent par la mise en place de minima sociaux revalorisés, étendus aux jeunes et simplifiés pour mettre un terme aux obstacles bureaucratiques dans l'accès aux droits.

« Une approche territoriale des politiques de solidarité »

Un droit à l'alimentation, en quantité mais aussi en qualité, contribuant à la transition écologique. Un accompagnement des femmes précaires, notamment lorsqu'elles sont victimes de violences. Une politique permettant dans la durée la sortie, par les moyens donnés à l'accompagnement social, des sans-abri de la rue vers l'hébergement. Et surtout le logement social, aujourd'hui confronté à une panne préoccupante de la construction.

Une reconnaissance et une valorisation à la mesure de leur utilité des métiers du travail social. Une amplification des efforts en faveur des chômeurs de longue durée à travers l'insertion par l'activité économique et le développement des Territoires



« Selon la Fédération des acteurs de la solidarité, la pauvreté concerne 10 millions de personnes en France. »

zéro chômeurs de longue durée. Un accès effectif aux soins, notamment à la santé mentale, des personnes en situation d'exclusion.

Un droit au séjour pour les personnes étrangères qui y ont droit, afin qu'elles puissent travailler et sortir de la précarité. Une approche non plus verticale, mais territoriale des politiques de solidarité, sur la base d'un socle national de droits renforcés, afin que les besoins soient identifiés et l'ensemble des acteurs mobilisés (personnes en précarité, État, collectivités, associations, entreprises, bailleurs sociaux).

Tout cela dans le cadre d'un partenariat loyal et équilibré, comportant dans la durée les objectifs assignés à chacun dans la lutte contre la pauvreté, les moyens adaptés et une évaluation des actions conduites. En partageant ces réalités et ces solutions, fruits de l'action de nos associations, nous avons l'espoir d'aider à avancer collectivement pour que la pauvreté cesse d'être une fatalité. >>>

Feuilleton

Normandie fut la plus beau navire jamais construit au monde. Sa fin tragique dans le port de New York en 1942 est-elle la conséquence d'un accident ou d'un sabotage ? Jean-François Pahun nous révèle les découvertes de son enquête.

Premières menaces (5/30)

Piégé à New York, le *Normandie* devient très rapidement une cible pour les saboteurs allemands. Le FBI de John Edgar Hoover prend la menace très au sérieux.

En 1924, un jeune homme ambitieux de 29 ans arrive à la tête du Bureau of Investigation qui deviendra, en 1935, le FBI. Federal Bureau of Investigation. C'est un organe de police chargé des enquêtes fédérales et de la sécurité intérieure du pays. Le jeune homme ambitieux s'appelle John Edgar Hoover, et il restera le directeur du FBI jusqu'en 1972.

Dès l'origine, Hoover a personnellement veillé à ce que le contre-espionnage soit l'une des prérogatives du « Bureau ». Il peut ainsi surveiller aussi bien les ennemis de l'intérieur que ceux de l'extérieur. Toute sa vie, le « péril rouge » occupera largement l'esprit de Hoover, mais il se montrera également extrêmement vigilant et sévère à l'encontre des mouvements pronazis. En 1938, le FBI démantèle avec succès le réseau d'espionnage du docteur Griebel, qui relève directement de l'Abwehr, le service de renseignement de l'armée allemande.

En septembre 1939, les services de l'ambassade des États-Unis à Mexico transmettent un rapport confidentiel à la Maison-Blanche : « Une vague de sabotages est pré-

vue aux États-Unis, parmi lesquels le *Normandie* et le *Queen Mary* qui sont censés être coulés à leur quai à New York par des techniciens qui attendent des instructions. Ces techniciens sont actuellement à New York... »

D'autres sabotages sont également prévus dans deux usines d'aviation, Lockheed et Douglas, en Californie. L'affaire est suffisamment sérieuse pour qu'elle soit suivie par Hoover lui-même et prise en charge par Edward Tamm, son directeur adjoint, qui prévient aussitôt son responsable à New York. Rangés côte à côte, le *Normandie* et le *Queen Mary* sont alors très étroitement gardés, et cela attire forcément l'attention de la presse. Des articles paraissent dans la presse new-yorkaise, et même française, déchainant la fureur de Hoover qui aurait voulu tenir l'affaire secrète.

Des paquebots géants pour transporter les troupes

Aucun sabotage ne sera finalement commis, mais cette première alerte souligne l'extrême vigilance du FBI, et sa volonté de dissimuler toute menace de sabotage en contrôlant la presse. Cette alerte démontre par ailleurs à quel point les grands liners sont des cibles réelles ou fantasmées.

À bord du *Normandie* une pesante attente s'organise, et Payen de la Garanderie se félicite de la qualité de son équipage qui s'acquitte parfaitement de « cette tâche très lourde, et j'ajouterais douloureuse ». De l'équipage initial de 1 357 personnes, il ne reste que 158 personnes pour assurer la maintenance du navire. En décembre 1939, les pompiers de

New York visitent le bord et compliment son commandant sur le parfait état de ses moyens de lutte antincendie.

Sur le quai voisin, le *Queen Mary* semble déjà avoir anticipé la suite de sa carrière, et la « belle dame anglaise en costume de sport », avant même d'être réquisitionnée, a déjà été revêtue de gris.

Le 7 mars 1940, cette « oisiveté » new-yorkaise est troublée par l'arrivée du tout nouveau *Queen Elizabeth*, qui vient se ranger sur le quai nord du Pier 90. Construit à partir de 1936, il est officiellement le plus grand liner au monde en dépassant le *Normandie* de 90 cm.

En novembre 1939, le *Queen Elizabeth* avait reçu l'ordre de Churchill de quitter au plus vite son chantier et de se mettre à l'abri le plus loin possible. Une traversée ultrasecrète est orchestrée, et c'est peut-être en gris que le *Queen Elizabeth* cingle vers New York. Sa vitesse de 30 nœuds lui permet de semer les sous-marins allemands qui n'évoluent en surface qu'à 17 nœuds et 8 nœuds en immersion.

La décision de l'Amirauté britannique est prise : les deux *Queens* seront réquisitionnées et transporteront les troupes partout où cela sera nécessaire. Une partie de l'équipage du *Normandie* doit regarder avec une certaine envie ces deux reines de la Cunard dont les livrés grises annoncent l'action et l'air du large.

Le 21 mars 1940, le *Queen Mary* appareille dans la plus grande discrétion. Direction l'Australie qu'il atteindra trente-sept jours plus tard et où il sera transformé en transport de troupes. Il deviendra, avec bien sûr le *Queen Elizabeth*, l'un des « sept monstres de la mer ». Cette expression imagée de Churchill désigne les sept paquebots géants devenus transports de troupes et qui, selon lui, auront permis de raccourcir d'au moins deux ans le cours de la guerre. Le *Normandie* aura dû être le huitième monstre, mais les moins dramatiques de mai et de juin 1940 en décideront autrement.

À suivre...

Réservé à nos abonnés

Paquebot Normandie le livre + le hors-série
Précommander en scannant ce QR code
ou RDV sur abo.ouest-france.fr/LPQ

LaPlace **ouest-france**